

PAS DE VERITABLE CHANGEMENT DE LA SITUATION, SANS VOTRE MOBILISATION.



Pour le progrès social, la paix et le désarmement, la solidarité internationale, TOUS ENSEMBLE, pour faire entendre nos revendications le 1^{er} mai 2017.

Depuis plus d'un siècle, des multitudes d'hommes et de femmes, unis de par le monde, ont fait du 1^{er} mai une journée de lutte et de rassemblement pour leur dignité, pour travailler autrement et vivre mieux, pour les libertés et la paix.

C'est bien au prix de décennies de luttes en France, en Europe et dans le monde, parfois réprimées dans le sang, que les salariés ont imposés cette journée devenue fériée en France, comme symbole du combat solidaire pour le progrès social.

AUJOURD'HUI, CETTE
BATAILLE POUR IMPOSER LA
SATISFACTION DES
REVENDICATIONS, GAGNER
LE PROGRES SOCIAL EST
PLUS QUE JAMAIS
D'ACTUALITE.

En effet, dans la poursuite des politiques menées depuis 30 ans, en totale allégeance à un patronat toujours plus avide de profits, Hollande et ses gouvernements ont aggravé la situation de la majorité des salariés, le chômage de masse et la précarité, la casse industrielle et des services publics, la liquidation de la protection sociale, tandis qu'une minorité continue d'amasser les profits pour des fortunes personnelles toujours plus colossales.

Stagnation des salaires, retraites et minima sociaux, poursuite du saccage de l'emploi et de sa précarisation, remise en cause de l'accès à des services publics de proximité par la baisse drastique de moyens humains et financiers, poursuite de la casse de notre sécurité sociale, liquidation des droits et garanties collectives des salariés, sont le lot quotidien des travailleurs.

Par contre, les exigences du patronat ont bien été entendues, avec la mise en place du CICE, la baisse

de la fiscalité sur le capital, la multiplication des exonérations sociales et fiscales ou encore la « libéralisation du marché du travail » par l'adoption anti démocratique à coup de 49-3 des lois Rebsamen,



Macron et El Khomri.

Prétendu « coût du travail excessif », **nécessaire** « flexibilité du marché », **soi-disant** « dette insupportable » **sont autant d'alibis** pour justifier cette politique anti sociale et essayer de nous convaincre qu'il n'y aurait plus d'argent.

EN REALITE, LES RICHESSES CREEES PAR LE TRAVAIL N'ONT JAMAIS ETE AUSSI IMPORTANTES :

- ▶ les entreprises du CAC 40 ont empoché 75 milliards d'euros de profits en 2016 et 500 milliards d'euros distribués en 10 ans à leurs actionnaires.
- ▶ la fortune des 15 français les plus riches a augmenté de 14.3% avec des records comme E. Besnier, PDG de Lactalia, qui est passé de 8.5 milliards de dollars en 2016 à 11.3 milliards en 2017, soit une augmentation de 32.9%, ou François Pinault qui a vu sa fortune augmenté de 31.9%,
- ▶ la rémunération des PDG des grands groupes s'envole comme celle du PDG de Sanofi qui gagne l'équivalent de 5662 salaires au SMIC, du PDG d'Air Liquide qui touche 3055 fois le SMIC ou encore celui de Michelin qui touche 1269 fois le SMIC,
- ➤ 240 milliards d'euros d'argent public sont offerts chaque année aux entreprises sous forme d'exonérations sociales et fiscales, d'aides diverses et variées.
 - > le montant de l'évasion fiscale s'élèverait entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année.

La régression sociale n'est pas une fatalité.

La question qui est posée est celle de la réappropriation par les salariés des richesses qu'ils créent par leur travail pour répondre à leurs besoins, pour le progrès social.

Tout comme il est urgent de réorienter l'utilisation de l'argent de nos impôts vers l'intérêt général, au lieu des intérêts particuliers d'une minorité.

Oui, plus que jamais, les richesses existent pour répondre aux besoins des salariés et la population.

ENSEMBLE, NOUS POUVONS GAGNER:

- ✓ Une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux,
- ✓ L'arrêt des suppressions d'emplois, des délocalisations et le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, notamment par la réindustrialisation du département, l'investissement dans la recherche et l'innovation,
- ✓ La reconquête de véritables services publics de proximité,
- ✓ L'abrogation des lois Rebsamen, Macron El Khomri, et des droits nouveaux pour les salariés,
- ✓ Le renforcement de notre sécurité sociale, avec la prise en charge à 100% des dépenses liées à la maladie.
- -la retraite à 55 ans, à taux plein et la reconnaissance de la pénibilité,
- ✓ Un véritable contrôle des aides publiques aux entreprises.

Mais comme dans d'autres périodes de notre histoire, c'est la mobilisation massive, unie, solidaire et déterminée des salariés qui permettra d'imposer d'autres choix au patronat et ses relais politiques.

Dans cette période, marquée par les échéances électorales, les promesses pleuvent sur des lendemains meilleurs.

Et pourtant, certains candidats entendent poursuivre et amplifier les politiques d'austérité et de régression sociale.

Au-delà de ses discours populistes, l'extrême droite qui, non contente de contribuer par ses thèses racistes à la division des travailleurs, manie la démagogie pour se parer d'un voile « social » qui ne masque nullement son attachement au capitalisme.

Par exemple : dans son programme, le **FN** prône la **retraite à 60 ans** et l'augmentation des salaires, mais **oublie** souvent de préciser qu'il compte le faire en **supprimant les cotisations sociales**, ce

qui reviendrait à nous **appauvrir**, à faire **éclater notre protection sociale** et, au final, à enrichir encore le patronat.

Ni Fillon, ni Macron et d'autres, ne portent de solutions innovantes, les recettes qu'ils proposent sont les mêmes depuis plus de 30 ans : moins de fonctionnaires, moins d'impôts et plus de cadeaux pour les plus riches.

Sans minimiser l'importance de ces échéances électorales et la nécessité pour les salariés de surmonter les pièges de l'opposition et de la division du monde du travail, c'est le développement des luttes revendicatives sur chaque lieux de travail et de vie, leur mise en convergence qui permettra de gagner une réelle transformation des conditions de vie et de travail des salariés et leur famille.

Situé entre les deux tours de l'élection présidentielle, le 1^{er} mai 2017 sera vraiment un moment privilégié pour tous les salariés actifs, de porter haut et fort l'exigence d'autres choix.



LA CGT APPELLE TOUS LES SALARIES, ACTIFS, RETRAITES ET PRIVES D'EMPLOI A PARTICIPER AU RASSEMBLEMENT LE 1^{ER} MAI 2017 :

BLOIS A 10H30 AU CARREFOUR DE LA RESISTANCE, ROMORANTIN A 11H00 DEVANT LA HALLE.

Alors que la situation est de plus en plus explosive au Moyen-Orient et plus particulièrement en Syrie, que les bombardements et frappes américaines montrent une réelle tension géopolitique mondiale, que le déploiement de la flotte américaine au large de la Corée du Nord, les manœuvres de l'OTAN à la frontière Russe, la situation en Irak, dans certains pays d'Afrique tout comme en Palestine n'augurent pas des circonstances de paix, le 1^{er} mai 2017 sera également l'occasion de réaffirmer nos exigences de désarmement, de paix, notre volonté de solidarité entre les peuples et le rejet de toutes les formes de discrimination.